

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet SAR Air Crew Instructors	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0125-165100/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client W0125-165100	Date 2015-07-22
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-650-6597	
File No. - N° de dossier KIN-5-44016 (650)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-30	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rombough, Lori	Buyer Id - Id de l'acheteur kin650
Telephone No. - N° de téléphone (613) 483-9035 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0125-165100/A

Amd. No. - N° de la modif.

005

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin650

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0125-165100

File No. - N° du dossier

KIN-5-44016

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

voir ci-joint

MODIFICATION 005

La présente modification a pour but de répondre aux questions de soumissionnaires potentiels et de réviser certaines parties du document de demande de propositions (DP).

Q1. Q1 Nous avons téléchargé l'invitation susmentionnée à partir du site Achatsetventes. Cependant, à titre d'information, à la page 4 de 38, partie I, clause 1.2(i) de la version anglaise seulement de la demande de propositions, nous avons remarqué ce qui nous semble être une anomalie (voir la partie surlignée qui suit) :

The Department of National Defence (DND) requires a Contractor **to provide food services at the Armour Department of National Defence (DND)** has a requirement to prepare and deliver training for Search and Rescue Operations using CC130H (Hercules) aircraft.

R1. Nous vous remercions d'avoir apporté ce point à notre attention. Le libellé a été corrigé avec la présente modification.

Q2. Je viens de parler à quelqu'un de la Sécurité industrielle de la possibilité de passer à une cote de sécurité de niveau II (secret). Il m'a informé que le formulaire d'enquête de sécurité sur une organisation du secteur privé (ESOSP) doit être parrainé par l'Escadron (employeur) pour amorcer le processus, et qu'il faut y joindre la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS). Selon lui, l'obtention d'une telle cote de sécurité de niveau II (secret) pourrait prendre jusqu'à dix mois à l'heure actuelle.

R2. En raison des retards de traitement de la cote de sécurité, on a révisé la partie sur les exigences relatives à la sécurité en remplaçant « À la date de clôture des soumissions » par « À l'attribution d'un contrat ». Cette révision apparaît dans la modification 001.

Q3. Périodes de déclaration et nombre de jours requis par ressource :

Période 1 – du 1^{er} août 2015 au 31 mars 2016

La série du cours 1503 et la série du cours 1601 seront données à l'interne. L'instruction des officiers de systèmes de combat aérien (OSCA) nécessite 45 jours par cours, pour un total de 90 jours (équivalent à 80 % du contrat : 70 % pour l'instruction + 10% pour l'entretien et la mise à jour). Seulement 70 jours sont disponibles selon le contrat, soit un nombre de jours insuffisant pour l'enseignement et d'autres tâches.

Période 2 – du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017

Cette période comprend trois séries de cours. Pour les OSCA, $45 \times 3 = 135$ jours requis pour l'instruction (équivalent à 80 % du contrat). Le contrat ne prévoit que 135 jours, ce qui ne permet pas l'exécution d'autres tâches.

Période 3 – du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

Cette période comprend trois séries de cours. Pour les OSCA, $45 \times 3 = 135$ jours requis pour l'instruction (équivalent à 80 % du contrat). Le contrat prévoit 45 jours. Cela ne comprend pas les jours d'instruction nécessaires ou la réalisation d'autres tâches.

R3. Le MDN a réglé ce problème en intégrant des instructeurs militaires au nouveau calendrier des élèves-officiers gradés d'escadron. Le nombre estimé de jours de travail pour la période complète du contrat est de 135 jours.

On a ajusté cette estimation à 100 jours pour la période 1 et à 135 jours pour les périodes 2 et 3 et pour les périodes d'option 1 et 2. On a fait passer le nombre estimé à 60 jours pour la période d'option 3.

Q4. Dans la section Critères techniques obligatoires de la dernière DP (modification 3), on a supprimé le critère obligatoire 8. Doit-il encore être inclus?

R4. Le client a confirmé le maintien de cette exigence obligatoire. Remarque : une lettre de recommandation n'est pas nécessaire; seuls les éléments de la source de référence énumérés dans le critère obligatoire 8 doivent être fournis.

Q5. Le nombre estimé de jours correspond-il au nombre minimum de jours garanti? La DP ne semble pas faire mention d'un nombre minimum de jours; elle n'indique que le nombre estimé de jours par période. Le paragraphe 4, Niveau d'effort, est vide.

R5. Le client a accepté d'inclure un niveau d'effort minimum de 60 jours pour chaque contrat et pour les périodes d'option, à l'exception de la période d'option 3. L'annexe A a été révisée.

Q6. À partir de la page 17 de la DP, l'information au haut de la page relative au n° de l'invitation, au n° de réf. du client, au n° du dossier et à l'ID de l'acheteur est différente de celle qui figure aux 16 premières pages et à la page de couverture.

R6. Nous vous remercions de nous signaler ce problème. L'information correcte se trouve dans l'entête de la présente modification.

Q7. J'ai communiqué avec la Direction de la sécurité industrielle Canadienne (DSIC) ce matin au sujet de la mise à niveau de mon attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) afin d'obtenir une cote de sécurité d'installation valable pour le contrôle de sécurité personnel au niveau SECRET II, ainsi qu'à propos de la procédure s'y rapportant. La procédure exige que les entreprises souhaitant une mise à niveau soient parrainées, généralement par l'organisme qui émet le contrat. L'organisme qui parraine est tenu de présenter le formulaire d'enquête au Programme de sécurité industrielle (PSI) à des fins de traitement. Le PSI envoie alors les documents requis à l'entreprise parrainée afin qu'elle les remplisse (habituellement dans un délai d'un mois). La réalisation de la mise à niveau de sécurité, qui peut prendre plusieurs mois, se conclura par l'émission de cotes de sécurité mises à niveau par le PSI/TPSGC.

R7. En raison des retards de traitement de la cote de sécurité, on a révisé la partie sur les exigences relatives à la sécurité en remplaçant « À la date de clôture des soumissions » par « À l'attribution d'un contrat ». Cette révision apparaît dans la modification 001. Les soumissionnaires qui ont besoin d'un parrainage doivent communiquer avec l'autorité contractante, Lori Rombough.

Q8. Selon le paragraphe 6.1 :

Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :

(a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;

et elle renvoie à la partie 7, qui énonce ce qui suit.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences suivantes relatives à la sécurité s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. The Contractor must, at all times during the performance of the Contract Offer, hold a valid Facility Security Clearance at the level of SECRET, issued by the Canadian Industrial Security Directorate (CISD), Public Works and Government Services Canada. [L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).]

Pourriez-vous confirmer que la cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET est encore requise à la date de clôture des soumissions?

R8. Les cotes de sécurité sont maintenant requises à l'attribution d'un contrat, plutôt qu'à la date de clôture des soumissions. Document de référence : Modification 001

Q9. Selon le paragraphe 7.3, à l'alinéa 3 :

The Contractor personnel requiring access to PROTECTED information, assets or sensitive work site(s) must EACH hold a valid personnel security screening at the level of SECRET, granted or approved by CISC/PWGC. [Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.]

Pouvez-vous nous confirmer qu'une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET II est requise pour chacune des ressources, mais avant l'attribution du contrat?

R9. Les cotes de sécurité sont maintenant requises à l'attribution d'un contrat, plutôt qu'à la date de clôture des soumissions. Document de référence : Modification 001

Q10. En passant en revue les exigences cotées, nous avons fait les observations suivantes :

Q10.1 Observation n° 1

N° 1 – Formation militaire officielle en classe, et éducation aux adultes civils.

La note maximale ne devrait-elle pas être 10 plutôt que 20? 1 à 2 cours militaires suivis : **5 points** ou 3 à 5 cours militaires suivis : **10 points**

Ou dans le cadre de l'éducation aux civils : **5 points** pour un diplôme ou **10 points** pour un grade?

R10.1 La note maximale est de 20 points, car il se peut qu'une personne ait suivi le nombre maximum de cours militaires (obtenant ainsi 10 points), tout en possédant une formation officielle (diplôme/grade) lui conférant 5 ou 10 points supplémentaires. Le nombre de points pourrait cumulativement atteindre un maximum de 20.

Q10.2 Observation n° 2

N° 2 – Expérience acquise durant les dix dernières années dans l'un ou l'autre ou dans l'ensemble des services d'instruction ci-dessous :

N° 3 – Expérience d'instructeur de vol dans une unité d'instruction opérationnelle (UIO) CC130 ou enseignement ou formation en classe dans une UIO CC130 au cours des 10 dernières années.

Si la personne possède l'une ou l'autre des deux expériences qui précèdent, l'observation n° 4 ci-dessous sera redondante, car la personne ne peut posséder à la fois l'une et l'autre expérience, ni obtenir le minimum de points.

N° 4 – Au cours des dix dernières années, expérience pratique de communication et de présentation de matières avec diapositives, affichage de matériel de présentation à l'écran au cours de discussions ou une combinaison de l'une ou l'autre de ces activités pour divers auditoires, y compris, sans s'y limiter, des gestionnaires, des instructeurs et des concepteurs de didacticiels.

R10.2 Aucune note de passage minimale n'est attribuée au critère technique obligatoire n° 4. L'expérience dans ce critère technique obligatoire peut provenir de n'importe quel type d'enseignement, à condition qu'il respecte les critères énumérés.

Remarque : Le client a indiqué que l'expérience décrite dans les critères techniques cotés n° 2 et n° 3 présente un avantage cumulatif si l'instructeur proposé possède les deux types de formation. Il faut faire une distinction entre, d'une part, l'entraînement de base au pilotage offert par les établissements d'entraînement (Portage/Moosejaw) de la 2^e Division aérienne du Canada et, d'autre part, la formation suivant l'obtention du

brevet de pilotage offerte par les unités d'instruction opérationnelle (UIO) de la 1^{re} Division aérienne du Canada. Souvent ou la plupart du temps, les instructeurs n'auront pas nécessairement cumulé de l'expérience à la fois aux établissements d'entraînement et aux UIO.

Q10.3 Observation n° 3

N° 1 – Formation militaire officielle en classe, et éducation aux adultes civils.
et

N° 5 – Qualifié pour l'élaboration d'instruction militaire.

Si vous ne possédez pas les qualifications en matière d'instruction, vous ne pourrez pas obtenir les points requis.

R10.3 Le client n'est pas d'accord avec cette observation. Le critère n° 1 vise à reconnaître l'avantage d'un employé proposé ayant réussi certains cours militaires OU obtenu un diplôme ou un grade dans le domaine décrit. Dans la Partie 4, le critère technique coté par points n° 1 (4.1.1.2) a fait l'objet d'une révision.

Le critère n° 5 énumère précisément les types de cours acceptables pour l'obtention des points indiqués. Aucune révision ne sera apportée à ce critère.

Q10.4 Observation n° 4

N° 13 – *Expérience de la rédaction militaire : connaissance du protocole de rédaction militaire.*

Ce critère est redondant, puisqu'un soldat a forcément cette expérience. La ressource a dû faire ce type de rédaction tout au long de sa carrière.

R10.4 Le client est d'accord avec cette observation. Dans la Partie 4, le critère technique coté par points n° 13 (4.1.1.2) a été supprimé.

Q10.5 Observation n° 5

N° 14 – *Formation officielle de l'utilisation des applications Microsoft Office (MS Word, Excel et PowerPoint).*

Quel est l'avantage de ce critère coté par points, sachant que le MDN utilise la suite logicielle Microsoft et que tout le monde s'en sert? L'attribution de points à une formation officielle sur les applications Microsoft est inutile.

R10.5 Conformément au paragraphe 12.4 de l'annexe A, Énoncé des travaux, tous les livrables doivent être conformes aux normes des applications Microsoft Office Word, Excel et PowerPoint. Le critère n° 14 vise à reconnaître l'avantage d'un employé proposé ayant suivi des cours officiels sur ces applications.

Q10.6 Observation n° 6

N° 16 – Profil d'interaction ORALE dans la langue seconde (équivalent à la notation du gouvernement du Canada) évalué au cours des cinq dernières années.

Le MDN a-t-il changé le programme? Nous pensons que les cours n'étaient offerts qu'en anglais; le cas échéant, l'attribution de points à un profil d'interaction en français nous semble redondante.

R10.6 Conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, à la section 10. **Langue** : L'anglais est la langue de travail, cependant il est souhaitable que les participants puissent s'exprimer en français.

Selon le client, il serait avantageux pour les élèves dont l'anglais est la langue seconde que les instructeurs puissent s'exprimer en français.

Q11. Si je comprends bien, la cote numérique est habituellement utilisée dans le cadre du plan d'évaluation, afin de sélectionner un candidat satisfaisant à un certain niveau de compétence. Dans ce cas, le résultat de la cote numérique ne doit pas servir d'évaluation du prix le plus bas par point, mais plutôt de méthodologie de sélection du candidat satisfaisant à un certain niveau de compétence, afin que l'État puisse retenir les services du meilleur candidat au meilleur prix. Nous recommandons de déplacer les points cotés dans les exigences obligatoires, voire de les supprimer tout simplement s'ils sont redondants.

R11. La méthode de sélection ne repose pas sur le coût par point. Veuillez consulter la Partie 4, section 4.2, Méthode de sélection

Q12. Qui est le titulaire pour ce contrat? Sera-t-il exécuté par les instructeurs du MDN?

R12. Il y a actuellement 8 contrats sous le numéro W0125-09Q416. Pour en savoir plus sur les contrats octroyés, consultez : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/contrats-octroyes>

Q13. Par rapport à l'alinéa 1.2(ii) : quelle est la définition du terme « option irrévocable »? L'entrepreneur renonce-t-il au droit de refuser les périodes d'option après le 31 mars 2018?

R13. C'est exact. Les années d'option doivent être acceptées par l'entrepreneur.

Q14. Par rapport à la section 4.1 : aucun poids n'est accordé aux points techniques au-delà de la note minimale de 112. Le MDN possède-t-il la capacité d'évaluer les soumissions en fonction d'autres critères? (La sous-section 4.2.1 renvoie au fait que le MDN ne tient compte de la recommandation de TPSGC pour la sélection de soumissions qu'en fonction de la soumission au plus bas prix satisfaisant aux exigences techniques minimales!)

R14. La proposition doit obtenir une note globale de 70 % pour être jugée conforme.

Q15. Par rapport à la sous-section 4.1.3 Barème de prix : le nombre minimal ou maximal de jours de travail n'est pas mentionné. La demande de proposition ne donne aucune garantie de travail ou de protection en cas de résiliation de contrat pour l'entrepreneur. Veuillez nous donner des précisions si possible.

R15. Consultez la réponse R4 ci-dessus pour obtenir la réponse à cette question.

Q16. Dans la sous-section Barème prix, il est également écrit que les services exécutés en moins de 8 heures seront « calculés au prorata en fonction du taux quotidien établi ». Pouvez-vous préciser les paramètres du calcul au prorata. S'il s'agit d'un taux horaire, veuillez confirmer que la période de travail commencera lorsque l'entrepreneur quittera son lieu de résidence et qu'elle se terminera à son retour (conditions contractuelles habituelles). Cette formulation semble différente de celle de la DP précédente, qui faisait plutôt mention de journées entières (correspondant à 8 heures) ou de demi-journées de travail.

R16. Chaque DP est traitée comme une exigence distincte. Les entrepreneurs sont payés en fonction du service fourni. À l'heure actuelle, les services sont fournis dans le cadre d'une journée de 8 heures et leur prestation est généralement calculée en demi-journée ou en journée entière. À des fins de facturation, le taux quotidien est calculé au prorata en fonction de la durée du service fourni.

Le temps de déplacement d'un entrepreneur de et vers sa résidence n'est pas facturable.

Q17. Par rapport à la section 7.8 Instructions relatives à la facturation : l'entrepreneur doit envoyer ses factures mensuelles (signées par l'entrepreneur et le MDN) au commis aux finances du 426^e Escadron, afin d'être payé dans les 30 jours. La DP décrit-elle une nouvelle exigence et, le cas échéant, quelle est l'échéance de paiement? (p. ex. : date de facturation plus 30 jours civils)

R17. Consultez la section 2035 16 (Période de paiement) des Conditions générales : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/2035/14> REMARQUE : les factures seront présentées au responsable des achats du MDN, qui sera nommé à l'attribution du contrat.

Q18. Pour votre information, la directive de sécurité pour la DP W0125165100 est jointe à la fin de la DP.

A18. La directive de sécurité a été incluse à titre d'information à l'intention du soumissionnaire.

D'après la propre expérience du soumissionnaire lors du processus d'appel d'offres de la DP précédente, nous avons trouvé le bassin de candidats potentiels très limité en raison d'exigences obligatoires et cotées par points restrictives. Afin de proposer d'autres candidats potentiels, nous croyons que les exigences obligatoires et cotées par points pourraient être ajustées de la façon décrite ci-dessous, tout en maintenant le niveau d'expérience et de compétence requis en vue de fournir le plus haut niveau de formation.

Le soumissionnaire suggère de modifier le calendrier d'expérience actuellement prévu par l'État afin de prendre en considération des candidats possédant une expérience pertinente ne s'inscrivant pas dans le calendrier actuellement prévu. Cette modification se justifie du fait que la cellule du CC-130 n'a pas changé de manière significative au cours des années et que, par conséquent, toute expérience à bord du CC-130 demeure pertinente (en dehors des mises à jour de procédure habituelles). Nous pouvons donc faire valoir que l'expérience de vol récente est moins pertinente pour ce poste que s'il s'agissait d'un autre avion doté d'une toute nouvelle cellule.

En outre, il est possible d'être pleinement formé et expérimenté relativement aux pratiques et procédures de formation en vigueur, sans avoir fait partie du personnel navigant « dans une école de formation au sol ou avoir suivi une formation en opérations de recherche et sauvetage à bord d'un CC130 ». *Le fait qu'un candidat ait effectué ou non des heures de vol récemment perd de sa pertinence s'il peut démontrer qu'il est parfaitement capable d'offrir une formation en classe reposant sur une connaissance pleine et entière des normes et procédures en vigueur. Enfin, sachant que l'instructeur retenu n'aura qu'à donner une formation en classe et qu'il n'aura pas à piloter d'avion, il ne faudrait pas rejeter injustement la candidature d'une personne qualifiée, parce qu'elle n'a pas cumulé un nombre suffisant d'heures de vol annuelles récemment.*

Q19. Exigence obligatoire n° 3 – Démontrer que chaque personne proposée a fait partie du personnel navigant d'un CC130H dans une école de formation au sol ou a suivi une formation en opérations de recherche et sauvetage à bord d'un CC130 durant au moins douze (12) mois **au cours des soixante-douze (72) derniers mois**.

Nous suggérons de supprimer la restriction « **au cours des soixante-douze (72) derniers mois** » et de considérer comme équivalente une expérience récente des normes de vol à bord d'un CC130 au sein d'un escadron opérationnel de recherche et sauvetage.

R19. Le client est d'accord avec la révision proposée. L'exigence obligatoire n° 3 de la Partie 4, sous-section 4.1.1.1, a été révisée.

Q20. Exigence obligatoire n° 4 – Démontrer que chaque personne proposée a, **au cours des soixante (60) derniers mois**, acquis six (6) mois d'expérience pratique de l'analyse détaillée des éléments curriculum : normes de qualification (NORQUAL), plans d'instruction (PLANIN), plans de leçons (PL), et proposition de solutions pour améliorer ces éléments.

Nous suggérons de supprimer la restriction « **au cours des soixante (60) derniers mois** » et de considérer comme équivalente une expérience récente des normes de vol à bord d'un CC130 au sein d'un escadron opérationnel de recherche et sauvetage.

R20. Le client est d'accord avec la révision proposée. L'exigence obligatoire n° 4 dans la Partie 4, sous-section 4.1.1.1, a été révisée.

Q21. Exigence cotée par points n° 3 – Expérience d'instructeur de vol dans une unité d'instruction opérationnelle (UIO) CC130 ou enseignement ou formation en classe dans une UIO CC130 **au cours des 10 dernières années**.

Nous suggérons de supprimer la restriction « **au cours des 10 dernières années** » et de considérer comme équivalente une expérience récente des normes de vol à bord d'un CC130 au sein d'un escadron opérationnel de recherche et sauvetage.

R21. Le client est d'accord avec la révision proposée. Le critère technique coté par points n° 3 dans la Partie 4, sous-section 4.1.1.2, a été révisé.

Q22. Exigence cotée par points n° 4 – **Au cours des dix dernières années**, expérience pratique de communication et de présentation de matières avec diapositives, affichage de matériel de présentation à l'écran au cours de discussions ou une combinaison de l'une ou l'autre de ces activités pour divers auditoires, y compris, sans s'y limiter, des gestionnaires, des instructeurs et des concepteurs de didacticiels.

Nous suggérons de supprimer la restriction « **Au cours des 10 dernières années** ».

R22. Le client est d'accord avec la révision proposée. Le critère technique coté par points n° 4 dans la Partie 4, sous-section 4.1.1.2, a été révisé.

Q23. Exigence cotée par points n° 8 – Nombre d'heures d'expérience de vol à bord d'un CC130 ou expérience de recherche et sauvetage à bord d'un CC130, **au cours des dix dernières années**.

Nous suggérons de supprimer la restriction « **au cours des 10 dernières années** ».

R23. Le client est d'accord avec la révision proposée. Le critère technique coté par points n° 8 dans la Partie 4, sous-section 4.1.1.2, a été révisé.

Q24. Exigence cotée par points n° 9 – Notation pour l'expérience **la plus récente** de vol opérationnel à bord d'un CC130 ou de recherche et sauvetage à bord d'un CC130 (à compter de la date de clôture de la DP). Pour obtenir le maximum de points, l'expérience de vol doit comprendre un minimum **de 200 heures de vol par année**.

Nous suggérons de supprimer la restriction « **un minimum de 200 heures de vol par année** ».

R24. Le client est d'accord avec la révision proposée. Le critère technique coté par points n° 9 dans la Partie 4, sous-section 4.1.1.2, a été révisé.

Q25. D'après la définition du terme « entrepreneur intégré » donnée par le Bureau de l'accès et du transfert de la technologie contrôlée (ATTC), dans la section suivante sur les entrepreneurs intégrés :
http://admmat.mil.ca/dgiip/ctat/fr/cnd_directives_dnd_f.asp

Q25.1 Nous ne sommes pas des entrepreneurs intégrés selon la définition. D'une part, nous n'avons jamais reçu le modèle de lettre devant être signé par les entrepreneurs intégrés du MDN et, bien entendu, nous n'avons jamais signé ce document.

R25.1 Le lien que vous avez fourni n'est pas accessible en ligne; cependant, la Directive et ordonnance administrative de la Défense (DOAD) 3003-1 inclut une définition de ce terme : <http://www.forces.gc.ca/fr/a-propos-politiques-normes-directives-ordonnances-administratives-defense-3000/3003-1.page>

Le client a confirmé que tous les entrepreneurs seront tenus de signer la lettre d'attestation des entrepreneurs intégrés. Elle sera délivrée à tous les entrepreneurs actuels qui ont accès à des marchandises contrôlées et qui détiennent une cote de sécurité de niveau II. Tous les soumissionnaires retenus pour le renouvellement du contrat en question recevront certainement une lettre d'attestation des entrepreneurs intégrés à signer dès le début de la première journée.

Q25.2 Il en résulte que les entrepreneurs intégrés ne sont pas tenus de détenir une cote de sécurité de niveau SECRET, contrairement à ce qui est inscrit à la page 36 de la DP.

R25.2 Le client a confirmé que cette information est inexacte, compte tenu de la réponse R25.1 et du fait que les instructeurs contractuels sont tenus de détenir une cote de sécurité de niveau II.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0125-165100/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0125-165100 (6000331810)

Amd. No. - N° de la modif.

005

File No. - N° du dossier

KIN-5-44016

Buyer ID - Id de l'acheteur

KIN650

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Q25.3 Nous n'accédons qu'aux documents classifiés (Protégé A et Protégé B) couverts par nos certificats de marchandises contrôlées, qui évaluent le niveau II (Secret) pour les marchandises contrôlées auxquelles nous accédons, selon la Direction des marchandises contrôlées.

R25.3 Le client a confirmé que tous les instructeurs d'une école de formation au sol sont tenus de détenir une cote de sécurité de niveau II pour leurs fonctions actuelles et futures, compte tenu du fait qu'ils accèdent à des instructions d'exploitation d'aéronef (IEA) sur les CC_130 et à des plans de leçon sur les CC_130-SAR des unités d'instruction opérationnelle (UIO) pendant qu'ils sont en présence d'élèves. Les IEA sur les CC-130 sont des marchandises contrôlées nécessitant une cote de sécurité de niveau II. Il est bien entendu que l'accès à des documents classifiés ne fait pas partie des obligations d'un instructeur.

SUPPRESSIONS ET INSERTIONS

A LA PARTIE I –GENERAL INFORMATION

Au point 1.2 Summary (dans la version anglaise seulement)

Supprimer: (i) The Department of National Defence (DND) requires a Contractor to provide food services at the Armour Department of National Defence (DND) has a requirement to prepare and deliver training for Search and Rescue Operations using CC130H (Hercules) aircraft.

Insérer : (i) The Department of National Defence (DND) has a requirement to prepare and deliver training for Search and Rescue Operations using CC130H (Hercules) aircraft.

À la PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Dans la sous-section 4.1.1.1 – Critères techniques obligatoires

Critère obligatoire 3	<p><u>SUPPRIMER</u> : Démontrer que chaque personne proposée a fait partie du personnel navigant d'un CC130H dans une école de formation au sol ou a suivi une formation en opérations de recherche et sauvetage à bord d'un CC130 durant au moins douze (12) mois au cours des soixante-douze (72) derniers mois. L'expérience doit être liée à la catégorie d'instruction proposée.</p> <p><u>INSÉRER</u> : Démontrer que chaque personne proposée a fait partie du personnel navigant d'un CC130H dans une école de formation au sol ou a suivi une formation en opérations de recherche et sauvetage à bord d'un CC130 durant au moins douze (12) mois. L'expérience doit être liée à la catégorie d'instruction proposée. Une expérience récente des normes de vol à bord d'un CC130 au sein d'un escadron opérationnel de recherche et sauvetage sera considérée comme une expérience équivalente</p>
-----------------------	---

Critère obligatoire 4	<p><u>SUPPRIMER</u> : Démontrer que chaque personne proposée a, au cours des soixante (60) derniers mois, acquis six (6) mois d'expérience pratique de l'analyse détaillée des éléments curriculum : normes de qualification (NORQUAL), plans d'instruction (PLANIN), plans de leçons (PL), et proposition de solutions pour améliorer ces éléments.</p> <p><u>INSÉRER</u> : Démontrer que chaque personne proposée a acquis six (6) mois d'expérience pratique de l'analyse détaillée des éléments curriculum : normes de qualification (NORQUAL), plans d'instruction (PLANIN), plans de leçons (PL), et proposition de solutions pour améliorer ces éléments.</p> <p>Une expérience récente des normes de vol à bord d'un CC130 au sein d'un escadron opérationnel de recherche et sauvetage sera considérée comme une expérience équivalente.</p>
-----------------------	---

Dans la sous-section 4.1.1.2 Critères techniques cotés par points

	Expérience et compétences du personnel proposé
--	---

1	<p><u>SUPPRIMER</u> : Formation militaire officielle en classe, et éducation aux adultes civils.</p> <p><u>INSÉRER</u> : Formation en classe : formation militaire officielle et études postsecondaires aux civils</p>
3	<p><u>SUPPRIMER</u> : Expérience d'instructeur de vol dans une unité d'instruction opérationnelle (UIO) CC130 ou enseignement ou formation en classe dans une UIO CC130 au cours des 10 dernières années.</p> <p><u>INSÉRER</u> : Expérience d'instructeur de vol dans une unité d'instruction opérationnelle (UIO) CC130 OU enseignement ou formation en classe dans une UIO CC130 OU expérience des normes de vol à bord d'un CC130 au sein d'un escadron opérationnel de recherche et sauvetage.</p>
4	<p><u>SUPPRIMER</u> : Au cours des dix dernières années, expérience pratique de communication et de présentation de matières avec diapositives, affichage de matériel de présentation à l'écran au cours de discussions ou une combinaison de l'une ou l'autre de ces activités pour divers auditoires, y compris, sans s'y limiter, des gestionnaires, des instructeurs et des concepteurs de didacticiels.</p> <p><u>INSÉRER</u> : Expérience pratique de communication et de présentation de matières avec diapositives, affichage de matériel de présentation à l'écran au cours de discussions ou une combinaison de l'une ou l'autre de ces activités pour divers auditoires, y compris, sans s'y limiter, des gestionnaires, des instructeurs et des concepteurs de didacticiels.</p>
8	<p><u>SUPPRIMER</u> : Nombre d'heures d'expérience de vol à bord d'un CC130 ou expérience de recherche et sauvetage à bord d'un CC130, au cours des dix dernières années.</p> <p><u>INSÉRER</u> : Nombre d'heures d'expérience de vol à bord d'un CC130 ou expérience de recherche et sauvetage à bord d'un CC130.</p>
9	<p><u>SUPPRIMER</u> : Notation pour l'expérience la plus récente de vol opérationnel à bord d'un CC130 ou de recherche et sauvetage à bord d'un CC130 (à compter de la date de clôture de la DP). Pour obtenir le maximum de points, l'expérience de vol doit comprendre un minimum de 200 heures de vol par année.</p> <p><u>INSÉRER</u> : Notation pour l'expérience la plus récente de vol opérationnel à bord d'un CC130 ou de recherche et sauvetage à bord d'un CC130. (à compter de la date de clôture de la DP). Pour obtenir le maximum de points, l'expérience de vol doit comprendre un minimum de <u>100</u> heures de vol par année.</p>

SUPPRIMER LA SOUS-SECTION ENTIÈREMENT :

13	<p>Expérience de la rédaction militaire : connaissance du protocole de rédaction militaire</p> <p>La rédaction militaire consiste à rédiger des notes de service et des notes de synthèse militaires.</p>	<p>Moins d'une année : 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais moins de 5 ans : 1 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 10 ans : 3 points</p> <p>Plus de 10 ans, mais moins de 15 ans :</p>	10
----	---	---	----

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0125-165100/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-165100 (6000331810)

Amd. No. - N° de la modif.
005
File No. - N° du dossier
KIN-5-44016

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN650
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

		5 points	
		Plus de 15 ans, mais moins de 20 ans : 7 points	
		20 ans et plus : 10 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0125-165100/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-165100 (6000331810)

Amd. No. - N° de la modif.
005
File No. - N° du dossier
KIN-5-44016

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN650
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

NOMBRE MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	<u>Supprimer</u> : 160 points <u>Insérer</u> : 150 points
NOTE DE CONFORMITÉ MINIMALE de 70 % :	<u>Supprimer</u> : 112 points <u>Insérer</u> : 105 points

Dans la sous-section 4.1.4 Périodes contractuelles – Supprimer la sous-section entièrement et insérer :

- Période 1 – du 1^{er} août 2015 au 31 mars 2016
- Période 2 – du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017
- Période 3 – du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018
- Période d'option 1 – du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019
- Période d'option 2 – du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
- Période d'option 3 – du 1^{er} avril 2020 au 31 juillet 2020

Point	Description	Ressources estimées	Estimation du nombre total de jours par ressource	Période 1 – Taux quotidien
1	Services d'instruction à l'intention des pilotes	2	100	
2	Services d'instruction à l'intention des officiers des systèmes de combat aérien (navigateurs)	2	100	
3	Services d'instruction à l'intention des mécaniciens de vol	2	100	
4	Services d'instruction à l'intention des arrimeurs	2	100	

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0125-165100/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-165100 (6000331810)

Amd. No. - N° de la modif.
005
File No. - N° du dossier
KIN-5-44016

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN650
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Point	Description	Ressources estimées	Estimation du nombre total annuel de jours par ressource	Période 2 Taux quotidien	Période 3 Taux quotidien	Période d'option 1 Taux quotidien	Période d'option 2 Taux quotidien
1	Services d'instruction à l'intention des pilotes	2	135				
2	Services d'instruction à l'intention des officiers des systèmes de combat aérien (navigateurs)	2	135				
3	Services d'instruction à l'intention des mécaniciens de vol	2	135				
4	Services d'instruction à l'intention des arrimeurs	2	135				

Point	Description	Ressources estimées	Estimation du nombre total de jours par ressource	Période d'option 3 Taux quotidien
1	Services d'instruction à l'intention des pilotes	2	60	
2	Services d'instruction à l'intention des officiers des systèmes de combat aérien (navigateurs)	2	60	
3	Services d'instruction à l'intention des mécaniciens de vol	2	60	
4	Services d'instruction à l'intention des arrimeurs	2	60	

À LA PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Dans la section : 7.5 Responsables

Insérer : Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est : INSÉRER AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Le responsable des achats représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre des outils et des processus exigés dans le cadre de l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives indiquées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut autoriser de changements à la portée des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification du contrat émise par l'autorité contractante.

À l'ANNEXE A, ÉNONCÉ DES TRAVAUX :

Dans la partie 4. Niveau d'effort

Insérer: Pour chaque fournisseur de services, le MDN évalue comme suit le nombre de jours estimés par rapport au nombre de jours garantis :

Période 1 : 100 jours prévus et nombre minimum garanti de 60 jours

Périodes 2 et 3 ET périodes d'option 1 et 2 : 135 jours prévus et nombre minimum garanti de 60 jours par période

Période d'option 3 : 60 jours prévus et nombre minimum garanti de 30 jours par année de contrat

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0125-165100/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-165100 (6000331810)

Amd. No. - N° de la modif.
005
File No. - N° du dossier
KIN-5-44016

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN650
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
